

**Union européenne - Brexit -  
Déclaration de Mme Nathalie  
Loiseau, ministre chargée des  
affaires européennes, à l'issue du  
Conseil affaires générales  
extraordinaire  
(Bruxelles, 19 novembre 2018)**

Q - Y a-t-il un consensus des 27 autour du projet de traité tel qu'il a été convenu par les négociateurs ?

R - Sur l'accord de retrait, nous sommes tous d'accord pour dire que c'est une très bonne nouvelle. Nous avons tous fait beaucoup d'efforts pour y parvenir. Les 27 sont allés au bout de leurs marges de manoeuvre. Maintenant nous attendons des Britanniques qu'ils puissent aussi saluer cet accord pour sa valeur, c'est-à-dire ce qui permet d'aller de l'avant.

Q - Du côté des 27, il n'y a pas de pays, y compris la France, qui demandent des améliorations du texte tel que nous le connaissons aujourd'hui ?

R - Nous ne souhaitons pas rouvrir l'accord mais nous serons très vigilants sur sa mise en oeuvre, pour faire en sorte que, par exemple si nous devons utiliser le backstop, tout ce qui relève de la concurrence loyale soit parfaitement bien pris en compte. Puis nous serons très attentifs à la déclaration politique sur la relation future, là-aussi sur les questions de concurrence loyale, sur l'accès des pêcheurs aux eaux britanniques. Sur les questions de sécurité, nous voulons une relation étroite avec un partenaire important, tout en préservant notre autonomie de décision.

Q - Sur la transition : est-il exact que M. Barnier a proposé qu'elle puisse éventuellement être étendue jusqu'à la fin 2022 ?

R - Je laisserai Michel Barnier s'exprimer sur la question de la transition. Nous serons flexibles, pour faire en sorte que de prendre le temps d'avoir un bon accord sur la relation future. Mais il faut une transition qui ait une durée limitée et qui ne serait prolongée qu'une seule fois, sans quoi il n'y a pas assez de prévisibilité pour l'ensemble des acteurs./.